

Questions orales

...aider ceux pour qui la renégociation de l'hypothèque sur leur maison constituera un fardeau trop lourd en cette période particulièrement difficile, afin de leur éviter le chauchemar d'une saisie hypothécaire.

Voilà l'engagement que le gouvernement avait pris dans le discours du trône, à l'ouverture de la législature et avant de dépenser un milliard et demi de dollars pour l'achat de Petrofina. Le ministre des Finances a-t-il l'intention de respecter cet engagement ou va-t-il y renoncer, et est-ce que bon nombre des Canadiens qui doivent renouveler leur hypothèque seront tout simplement forcés d'abandonner leur maison?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, comme je le signalais hier en réponse à une question d'un député de l'opposition, la situation actuelle en ce qui concerne les taux d'intérêt ressemble fort à celle qui existait au moment du discours du trône. Cette montée en flèche des taux d'intérêt, non seulement ici au Canada mais aux États-Unis également, nous préoccupait tous au plus haut point. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous avons pris cet engagement.

Toutefois, le chef de l'opposition se souvient sans doute que par la suite il y a eu une baisse sensible des taux d'intérêt au Canada. Le fait est que, parce que le gouvernement a suivi de près la situation et que le ministre chargé de la Société canadienne d'hypothèques et de logement a pu s'assurer la collaboration des institutions financières, la plupart des propriétaires de maisons, sinon tous, ont pu renégocier leur hypothèque sans difficulté.

Depuis cette époque, j'ai à plusieurs reprises donné l'assurance à la Chambre que je suivais de près l'évolution des taux d'intérêt et ses répercussions éventuelles sur ceux qui doivent renouveler leur hypothèque, et je tiens à réitérer cet engagement.

M. Clark: Madame le Président, à ceux qui n'ont peut-être pas très bien compris, je signale que le ministre veut dire par là qu'il a l'intention de renoncer à la promesse qu'il a faite aux Canadiens. Sa parole n'a aucune valeur. Voilà ce qu'il vient de nous dire.

L'ÉTABLISSEMENT D'UN PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT HYPOTHÉCAIRE

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, en somme, le ministre des Finances prétend que les Canadiens n'ont pas de problèmes. Peut-être aimerait-il savoir, ce dont la Chambre devrait être au courant, que le propriétaire canadien moyen qui veut aujourd'hui renouveler une hypothèque de \$30,000 doit payer \$90 par mois de plus en intérêt seulement qu'il ou qu'elle aurait eu à payer si ce renouvellement s'était produit du temps où notre gouvernement est arrivé au pouvoir. Quatre-vingt-dix dollars par mois, voilà le prix que leur coûte Allan MacEachen.

Vu le fardeau imposé aux Canadiens, dont bon nombre risquent de perdre leur maison, le gouvernement du Canada ne respectera-t-il pas sa promesse, sa parole, en reconnaissant que \$90 par mois de plus aujourd'hui que lorsque nous étions au pouvoir est vraiment un lourd fardeau pour la plupart des Canadiens? Le gouvernement du Canada ne fera-t-il pas ce qu'il lui incombe de faire en présentant une mesure semblable à celle de mon gouvernement prévoyant un crédit d'impôt

hypothécaire, qui aurait absorbé ces frais supplémentaires, ou va-t-il agir d'une autre façon? Le ministre aidera-t-il ces Canadiens qui paient aujourd'hui \$90 par mois de plus pour le privilège douteux d'avoir un ministre des Finances immobiliste?

Des voix: Bravo!

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, la seule suggestion que le leader chef de l'opposition parvienne jamais à faire lorsqu'il pose des questions à l'appel de l'ordre du jour, du moins en ce qui a trait à l'économie, c'est de nous proposer de dépenser plus d'argent. Il prend la parole tous les jours pour nous dire, «Ayons un nouveau programme, accroissons le déficit, augmentons les dépenses»...

M. Nielsen: Et Petrofina?

M. MacEachen: ... alors que son ancien ministre des Finances, le député de Saint-Jean-Ouest, baisse les yeux, tout gêné par la naïveté du très honorable chef de l'opposition.

Des voix: Bravo!

● (1420)

M. Clark: La différence, madame le Président, réside dans la façon dont l'argent est dépensé. Le gouvernement est disposé à donner 500 millions de dollars aux pays de l'OPEP parce qu'il refuse de signer une entente relative à l'énergie. Il est prêt à acheter au prix de 1 milliard et demi de dollars une société pétrolière dont le pays ne veut pas, mais il se désintéresse des Canadiens ordinaires qui sont acculés à la faillite ou qui sont forcés d'abandonner leurs maisons.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le ministre, qui aime tant dépenser, sait peut-être que pendant qu'il était à l'étranger, la semaine dernière, loin de ses responsabilités, le ministre du Travail a déclaré qu'il avait l'intention de mettre en vigueur des programmes nouveaux et coûteux et il a dit: «Je me fiche de ce que cela coûtera.» Voilà de quelle façon les libéraux dépensent.

La semaine dernière, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, en l'absence du ministre des Finances, a dit qu'elle proposait de hausser le crédit d'impôt au titre des enfants. Il suffit qu'Allan sorte de la ville quelque temps pour que le gouvernement se mette à dépenser tout ce qu'il peut aussi vite qu'il peut. La voilà, l'attitude du gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Madame le Président, nous demandons quand le gouvernement reconnaîtra que le Conference Board of Canada, Wood Gundy, la Data Resources et toutes les personnes bien informées au sujet de l'industrie du logement prévoient une augmentation d'au moins 15 p. 100 par année dans le prix des maisons au Canada à moins que le gouvernement ne modifie sa politique. Je demande donc au ministre des Finances s'il remplira son devoir d'aider ces Canadiens qui payent déjà trop cher pour se loger et qui devront faire face à de nouvelles hausses; assumera-t-il ses responsabilités et viendra-t-il en aide à ces Canadiens dans le besoin?